Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

Le sentiment de culpabilité et son usage collectif

Martin Mosebach , le dimanche 6 mai 2012

Le thème de la culpabilité revêt une dimension particulière en Allemagne, du fait de l'histoire de ce pays et de l'exploitation qui en a été faite pendant de nombreuses années, rendant pour longtemps difficile la mise en place d'un discours dépassionné. On se souvient sans doute de la « querelle des historiens » lancée en 1986 par Ernst Nolte autour de l'interprétation comparatiste des totalitarismes nazi et communiste, ou encore de la polémique autour de l'écrivain allemand Martin Walser qui s'était élevé, à l'occasion de la remise d'un important prix littéraire, contre l'instrumentalisation de la culpabilité allemande et son rappel permanent dans les médias.

Ecrivain renommé, auteur de nombreux romans et nouvelles, honoré à plusieurs reprises de prix littéraires d'envergure, Martin Mosebach est un observateur avisé de la société allemande et des tendances idéologiques qui la parcourent. Il est également un analyste de l'influence exercée par ces tendances sur le monde catholique[01] . C'est à ce double titre que nous lui avons posé quelques questions sur le sentiment de culpabilité qui affecte la culture occidentale et sur la manière dont il frappe le catholicisme.

Catholica – La culpabilité est très présente dans l'idéologie qui est actuellement dominante en Europe occidentale et qui trouve de nombreux échos dans le reste du monde. Nous sommes en présence d'une sorte de lamentation contrôlée qui a généralement pour objet tout ce qui relève de la culture traditionnelle, chrétienne en particulier, voire plus précisément catholique. Jusqu'à quel point cela se vérifie-t-il en Allemagne dans ce que Habermas appelle l'« espace public » ?

Martin Mosebach – Le sentiment de culpabilité est un concept issu de la psychanalyse, qui signifie la souffrance névrosée due à une faute qui n'existe pas. Si l'on s'en tient à la vérité, il nous faut constater que la « faute » de la chrétienté dont on entend si souvent parler n'a rien à voir avec cette question de l'imagination névrosée. Il est tout à fait certain que la transformation complète et soudaine du monde occidental par la révolution industrielle – avec l'immense destruction de civilisation qui l'a accompagnée – est en quelque sorte l'un des « fruits » du christianisme.

C'est le christianisme qui a « désenchanté » le monde, qui a chassé les nymphes et les druides des forêts et qui a livré la terre à l'emprise de l'homme. Les grands mouvements politiques qui ont ravagé le monde depuis la Révolution française peuvent tous être analysés comme des hérésies chrétiennes. Liberté, égalité et fraternité sont une version sécularisée de la Trinité, le communisme est un millénarisme hérétique, le libéralisme, avec sa main invisible du marché est une théologie sécularisée du Saint-Esprit, le calvinisme est le père du capitalisme, le national-socialisme a conçu l'image hérétique d'un peuple choisi. La force explosive du christianisme s'exprime aussi dans la violence destructrice extrêmement dangereuse de ses hérésies – cette analyse permet d'avoir un jugement beaucoup plus nuancé sur l'Inquisition des siècles passés.

Mais cette fatalité de la religion chrétienne, qui n'exprime pas autre chose que l'inquiétude

constante dans laquelle la doctrine chrétienne place l'homme, n'est pas ce que les critiques modernes de l'Eglise ont à l'esprit lorsqu'ils voient en elle la source de tous les maux.

Nous nous trouvons – comme toujours – dans une situation contradictoire. D'un côté, les psychanalystes à l'ancienne mode et les neurobiologistes dénie à l'homme toute possibilité d'une culpabilité effective. De l'autre, on veut attribuer tous les torts à l'Eglise. Le péché originel n'existe pas mais l'Eglise est accusée d'avoir commis un péché originel, celui de l'avoir « inventé ». Je vois dans cette tendance la répugnance de principe qu'a le démocrate moderne à l'idée de devoir accepter une institution qui ne doit pas son existence à une décision prise suivant le principe majoritaire démocratique moderne, qui ne reçoit pas ses critères de légitimité du temps présent et qui ne considère pas la volonté majoritaire comme la source ultime du droit. Pour l'idéologie radicale-démocratique, une institution dont la tradition n'est aucunement soumise au consentement d'une majorité est fondamentalement inacceptable. Elle est le mal par excellence, une sorte d'ennemi mortel à caractère religieux. [...]

Le dimanche 6 mai 2012 à 19:14 . Classé dans [Numéro 115](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.